

L'alchimiste et l'anesthésiste

JEAN-MARC DANIEL

La sortie de crise est là, même si elle ne se voit pas encore dans les chiffres du chômage. Dans ses prévisions de novembre 2009, l'OCDE anticipe que le chômage ne baissera qu'en milieu 2010 aux États-Unis et début 2011 en Europe. Ce décalage entre reprise de la croissance et redynamisation du marché du travail avait déjà été constaté lors des crises précédentes. En France, après le creux de 1993, il avait fallu attendre le printemps 1995 pour que s'améliore – brièvement qui plus est – la situation de l'emploi.

Fuite en avant

Quoi qu'il en soit, après le redressement du marché du travail, la phase ultime de la crise portera sur celui des finances publiques. En 2009, le déficit dans la zone OCDE aura été de 8,2 % du PIB. Mais en 2010, malgré une croissance de 1,9 %, ce déficit sera encore de 8,3 %. Cette situation tient à deux facteurs : la vigueur de l'action de politique économique face à la crise qui a conduit à des politiques monétaires ultra-accommodantes et à une politique budgétaire ultra-expansionniste d'une part ; l'existence, d'autre part, d'un déficit structurel des finances publiques qui était au début de la crise de 3,5 % du PIB.

Ce niveau de déficit structurel illustre des choix économiques tendant à reporter systématiquement dans le temps les réformes indispensables à une augmentation significative de la productivité. En Europe comme aux États-Unis, les politiques d'avant la crise ont négligé le long terme pour se contenter de construire la croissance économique sur l'accroissement artificiel de la consommation.

Dure réalité

Aux États-Unis, il n'est guère besoin d'insister sur les limites pour ne pas dire les dégâts de la politique monétaire trop laxiste de la Réserve fédérale. Greenspan puis Bernanke se sont comportés en alchimistes, noyant l'Amérique puis le monde de dollars pour entretenir une croissance de plus en plus déséquilibrée. La chute de l'activité immobilière et la faillite de l'industrie automobile ont montré combien les discours sur une économie américaine construisant son expansion sur son efficacité productive étaient simplistes voire erronés. La présentation d'une Amérique d'avant crise en Amérique des « *mac jobs* », satisfaisant ses besoins à grands coups d'importations asiatiques, était plus conforme à la réalité que celle d'une Amérique innovante inventant la société postindustrielle du XXI^e siècle.

L'illusion entretenue par les chiffres fallacieux de la croissance américaine et par les habiletés – plus ou moins efficaces – de communication des équipes de la Réserve fédérale ont occulté la réalité. Aujourd'hui, les « alchimistes sont nus » et l'on ne peut que s'inquiéter de ce que le désarroi actuel de l'administration Obama conduise à les maintenir au pouvoir.

Nouveau Mur

Mais il ne faudrait pas croire pour autant que l'Europe n'ait qu'à se féliciter de son destin comparé à celui des États-Unis. La crise y a été d'une grande sévérité (une contraction du PIB de 4 % en 2009 en zone euro). Certes, un nouveau consensus est en train de naître qui reconnaît que, depuis sa création, la BCE a plutôt bien mené sa barque et que l'euro a été pendant la crise un rempart contre les ruptures de change brutales. Il n'est que de voir, pour le vérifier, la vitesse à laquelle l'Islande, soudainement entraînée dans la chute par la faillite potentielle de ses banques, s'est précipitée en suppliant vers l'euro.

Mais si l'Islande a souffert de son isolement, bien des membres de la zone n'ont pas assez souffert de leur inconséquence. Ainsi, si l'Espagne peut vivre avec un taux d'épargne aussi bas que celui des États-Unis, c'est parce qu'elle dispose, par le caractère européen de sa devise, des fruits du travail allemand. Et la France n'est guère plus présentable. Elle diffère sans cesse ses réformes pour s'aventurer sur les routes inquiétantes du « grand

emprunt », symbole d'un retour en force d'un invraisemblable keynésianisme hydraulique. Ce refus du réel, cette incroyable insouciance tiennent à ce que la dure réalité est effacée par les solidarités nées de l'euro. L'économie française est à la peine, mais la population ne le sait pas car elle est comme anesthésiée par la devise européenne.

Le Mur de Berlin dont nous venons de rappeler, en nous en félicitant, la disparition il y a un peu plus de vingt ans était présenté par les autorités est-allemandes comme un « rempart » contre les agressions fantasmées de l'Occident. C'était en fait un moyen d'enfermer l'Allemagne de l'Est dans le conservatisme absurde de l'incurie communiste. L'euro est présenté à Paris comme un « rempart » et il est train de devenir un « Mur de Paris et de Madrid » de la politique économique, un moyen pernicieux d'échapper à la modernisation indispensable de l'économie.

De même que l'économie mondiale gagnerait beaucoup à ce que l'Amérique se défasse des alchimistes, il faudrait au plus vite libérer Trichet de son statut d'anesthésiste involontaire du refus de toute opération chirurgicale dans la politique économique de certains États européens. Et puisque l'Espagne est au premier chef concernée, elle sortirait grandie si elle consacrait sa présidence de l'Union à refaire du Pacte de stabilité et de croissance l'élément cardinal de la politique économique européenne.